



Nos mobilisations seront victorieuses !

LA RETRAITE PAR POINTS C'EST TOUJOURS NON !!!

Après plus de 5 semaines de lutte par la grève, manifestations et de nombreuses initiatives originales, le mouvement social contre le projet de réforme des retraites par points se poursuit avec le soutien d'une majorité de la population, preuve d'un rejet massif des propositions portées par le Gouvernement.

Comme ne cesse de le rappeler l'intersyndicale, cette réforme est injuste et dangereuse. L'avis du Conseil d'Etat en est une nouvelle démonstration.

La table ronde du financement qui s'est réunie pour la première fois jeudi 30 janvier, n'est qu'une mascarade visant à accréditer l'idée que les « partenaires sociaux » seraient associés aux réflexions et discussions, alors qu'en fait, la lettre de cadrage du gouvernement évacue toute augmentation des cotisations sociales patronales sous couvert de ne pas augmenter le « coût du travail », pour le plus grand plaisir d'un patronat qui n'en a jamais assez.

En effet, le Medef soutient cette réforme mais avec « une condition essentielle, c'est qu'elle soit équilibrée financièrement » sans augmenter les cotisations. Même tonalité du côté de la CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises) qui insiste sur « la nécessité de l'équilibre financier du système » et de « ne pas faire miroiter des choses qu'on ne pourra pas financer ».

Cette réforme sert donc les intérêts du patronat et toutes les mesures d'exonérations de cotisations sociales, dont la cour des comptes a estimé

qu'elles représentaient 90 milliards d'euros pour 2019, affaiblissent le financement de notre système de protection sociale, dont les retraites en sont un élément.

L'intersyndicale réaffirme qu'il est possible de trouver des sources de financement pour améliorer le système actuel qui est l'un des meilleurs au monde ! C'est la raison pour laquelle nous exigeons le retrait de la réforme des retraites par points.

Pour garantir dans la durée le financement d'un régime solidaire de retraite par répartition, reposant sur la technique des annuités et par conséquent à prestations définies, nous estimons que des financements de l'ordre de 100 à 120 milliards d'euros seraient nécessaires entre aujourd'hui et 2050. Cela permettrait

de garantir un taux de remplacement de 75 % de la rémunération des meilleures années, avec un droit au départ à 60 ans (plus tôt en cas de travaux pénibles), avec une indexation des pensions sur le salaire moyen.

Dans le même temps, il y a nécessité de mieux répartir les richesses créées par le travail et développer l'emploi stable et qualifié :

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) estime que **la baisse du taux de chômage à 7,4 % à l'horizon 2022** permettrait de dégager des ressources à hauteur de 0,4 point de PIB (près de 10 milliards d'euros). Un véritable retour au plein-emploi à terme (3 % de chômage) permettrait de dégager des ressources encore plus importantes.



Augmenter les salaires : une augmentation des salaires de 3,5 % dégagerait immédiatement 6,5 milliards d'euros pour financer les retraites ; l'augmentation du point fonction publique rapporterait 6 milliards d'euros ; l'intégration des primes dans la fonction publique rapporterait 6 milliards d'euros ; l'égalité salariale femmes/hommes rapporterait 5,5 milliards d'euros (source Cnav).

Voici quelques exemples de propositions de financement démontrant que d'autres choix sont possible. Elargissons la mobilisation pour les imposer, c'est le sens des d'actions proposées par l'intersyndicale.

**Toutes et tous mobilisé(e)s,
On peut gagner.
On ne lâche rien !**

Semaine du 1er au 7 février

Lundi 1er février

- de 7h30 à 8h30 : **Rassemblement devant le lycée SUD** pour dénoncer la contre-réforme du Bac et la répression des jeunes qui la contestent (lire ci-dessous le communiqué de l'intersyndicale).

- de 9h30 à 11h30 : **Rassemblement devant les MMA** en soutien au débrayage des salarié-es .

Jeudi 6 février

- **Journée de grève et manifestation.**

Rendez-vous à 12h pour un barbecue solidaire avenue Rostov sur le Don, en bas de l'escalier menant à la Mairie

Départ de la Manifestation à 13h30

Communiqué de l'intersyndicale départementale au sujet de la répression du mouvement social

L'intersyndicale CGT/FSU/FO/Solidaires/UNEF/CNT dénonce les mesures prises par les responsables des lycées du Mans concernés par la contestation des épreuves E3C du baccalauréat :

- Mise en danger des élèves, laissés dans la rue sans qu'aucune sécurisation des lieux ne soit mise en place au lycée Bellevue. Pression sur les personnels précaires pour remplacer les grévistes.

- Au lycée Touchard, l'attitude du proviseur vis-à-vis des élèves, ainsi que la présence des forces de l'ordre ont généré une forte tension, des élèves ont été bousculés, frappés, aspergés de gaz. Le proviseur menace les absent-es de leur attribuer la note 0, menace qui si elle était appliquée n'aurait pour conséquence que de renforcer l'injustice et l'absurdité de la situation.

Mis en difficulté face à la montée de la contestation de sa contre-réforme du Bac, le ministre Blanquer n'a pour unique réponse que la répression du mouvement lycéen (menaces de conseils de discipline, interpellations). Il porte seul la responsabilité des désordres actuels.

L'intersyndicale dénonce d'une manière plus large la répression systématique du mouvement social, et la pente dangereuse dans lequel le gouvernement s'engage. L'intervention des forces de police pour empêcher l'accès au tribunal du Mans, à l'occasion de la rentrée solennelle du tribunal judiciaire, audience ouverte au public normalement, de membres pacifiques d'organisations syndicales, tout comme la répression systématique des gilets jaunes en sont des exemples récents.

Le recours à la force, à l'intimidation et aux sanctions est révélatrice de l'absence de légitimité des réformes que le gouvernement veut imposer. Ces pratiques sont inacceptables. L'intersyndicale exige le respect du droit à manifester, et se tiendra aux côtés de celles et ceux qui, dans le cadre de l'exercice de ce droit, seraient injustement poursuivis-es. Elle condamne avec force la violence dont font l'objet des jeunes qui ne font qu'exercer leurs droits civiques.

